

DP

# DOMAINE PUBLIC

**Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse**

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

*En continu, avec liens et commentaires, sur [domainepublic.ch](http://domainepublic.ch)*

DP2235

Edition du  
11 février 2019

DANS CE NUMÉRO

---

**Comment s'est rompu le lien entre la gauche et le milieu populaire** (René Longet)  
De l'éloignement de la gauche à la montée du populisme

**Gouvernance de l'aéroport de Cointrin: cherche pilote(s) désespérément** (Michel Rey)

Infrastructure internationale et pouvoir politique local

**Vaud agit contre le sexisme dans l'espace public** (Ada Amsellem)

La publicité commerciale n'a pas que des effets positifs ou bénins

**De l'eau dans les urnes** (Yvette Jaggi)

Zurich refuse toute privatisation de la distribution de l'eau et tout bénéfice dans la vente de cette ressource symbolique

**Glencore, la Colombie, l'eau et l'Etat de droit** (Charlotte Robert)

Les ressources en eau et en terres cultivables demeurent particulièrement mal réparties en Colombie

**Expresso**

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

# Comment s'est rompu le lien entre la gauche et le milieu populaire

De l'éloignement de la gauche à la montée du populisme

René Longet - 07 février 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34511>

Devant la croissance des inégalités et après des années de discours creux et inopérants sur une «*relance économique*» censée faire repartir l'ascenseur social, on peut comprendre le manque de crédibilité de la droite dérégulatrice et du centre traditionnellement peu offensif.

Mais la gauche, dont le projet a toujours été l'égalité des chances, un emploi et un revenu décents pour tous, le souci du bien commun, la protection du faible face au puissant? Et pourtant, partout ou presque en Europe, elle lutte pour sa survie ([DP 2234](#)).

Tout se passe comme si les perdants de la mondialisation rejetaient dans un même élan tous ceux qui ont touché au pouvoir et s'accrochaient à la seule valeur qui leur semble encore solide: la nation. Ces réflexes tribaux et tripaux expriment un besoin instinctif et légitime de reconnaissance et de protection. Ils ne pourront pas être surmontés si facilement.

Le constat est indiscutable: le lien séculaire et sentimental entre le milieu populaire et la gauche est cassé et ses espoirs se tournent désormais vers les formations populistes; le désir de fermer les frontières répond en symétrie aux dérives d'une

globalisation sans foi ni loi. Un véritable divorce, au terme d'un long délitement.

## Un cruel manque d'explications et de proximité

L'enjeu-clé, qui a permis au populisme de nouer la gerbe des rancœurs et des incompréhensions, c'est une migration ressentie comme non maîtrisée. Il faut admettre que plus le référentiel culturel des immigrants est éloigné de celui des résidents, plus leur effectif est important, et plus le travail d'intégration se révèle important. Dans notre histoire récente, cohabiter avec des compatriotes d'autres cantons, puis des Italiens ou des Espagnols, avait déjà représenté un gros effort pour d'aucuns...

Le milieu populaire est prêt à partager, mais ne veut pas avoir à subir un discours moralisateur qui lui fait porter les difficultés et les charges de l'intégration. Il est prêt à donner, mais ne veut pas se sentir seul à le faire. Et il attend que les arrivants aient à accomplir de vrais efforts d'intégration, comme eux ont dû le faire, comme on doit le faire ailleurs. La jalousie, les ressentis d'une vie mal vécue, font le reste.

La migration est une douleur, la cohabitation un combat, le tout exige empathie, fermeté et responsabilité pour éviter l'affrontement entre perdants.

La gauche a manifesté naïveté et passivité en matière de sécurité et d'immigration. Elle n'a pas réagi au soupçon de préférer l'arrivant au résident, l'étranger à l'habitant, celui qui est «*différent*» à l'homme «*ordinaire*». Or, l'être humain étant ce qu'il est, être immigré ou différent ne signifie pas être par nature meilleur. En ne rappelant pas cette évidence par peur de stigmatiser, la gauche a donné d'elle-même une solide image d'angélisme.

Et lorsque, partant de la même louable intention, certains à gauche ont souhaité qu'on biffe des statistiques de la délinquance la rubrique nationalité, s'est ajouté le reproche de vouloir cacher quelque chose. Masquer une réalité qui dérange n'est jamais une bonne idée.

Pendant longtemps, la gêne d'une bonne partie de la gauche à empoigner les enjeux de sécurité était palpable. Cette difficulté à assumer la fonction policière a suscité dans le milieu populaire, les des petits et plus gros larcins dont il est la principale victime, le sentiment d'être méprisé, de

compter pour beurre. La sécurité pour toutes et tous est un droit – qui doit s'exercer dans le respect de l'Etat de droit; le dénier aux plus démunis est une inégalité de traitement – conduisant d'aucuns à le revendiquer même au détriment de l'Etat de droit.

Enfin, une partie de cette gauche cherche son salut dans une radicalisation de son discours. La conjonction d'une mondialisation non régulée et du grippage du modèle social renforce en effet puissamment une distribution scandaleusement inégale des revenus et des fortunes. Mais une certaine rhétorique anti-propriété rebute un milieu populaire légitimement attaché au peu qu'il possède: une petite maison, un petit bas de laine, une petite entreprise.

Lutter contre les abus du marché et de la propriété oui, les abolir, non... Le milieu populaire est à la fois conservateur, soucieux d'ordre et de stabilité, généreux et émotif. Il peut aller jusqu'à se méfier de prestations sociales proposées par la gauche, tant il peut douter d'elle.

### **Patriotisme et identité: ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain**

Un dernier point, et non des moindres: le combat contre tout nationalisme exclusif ne supprime pas le droit d'être fier de ce qu'on est, de ses origines, de son parcours, de sa

région, de son pays, d'une identité d'ailleurs souvent multiple. On peut parfaitement être patriote d'une manière qui inclut le local et le global – mais aussi une diversité des parcours et une conjonction d'attachements différents.

Le sentiment d'appartenance offre l'abri et la sécurité d'une communauté, une référence identitaire qui n'a aucun besoin d'être discriminante, unique ou agressive. C'est d'ailleurs ainsi que l'idée européenne aurait pu – et dû – être mise en avant: la construction d'une nation pluriculturelle reprenant l'histoire là où l'avaient laissée en 1918 les vieux empires multinationaux.

Malheureusement, la gauche a largement abandonné ces thématiques passionnantes et fédératrices à la droite nationaliste qui, occupant la place laissée vacante, a détourné les valeurs nationales à son profit et fidélisé son public autour d'images réductrices. Et désormais, pour beaucoup, l'UDC est *«le seul parti qui aime la Suisse»*.

Que la gauche ait refusé de mener ce débat est d'autant plus paradoxal que la Suisse offre la chance d'une identité non pas ethnique mais politique: le projet de vivre ensemble entre régions, cultures, langues différentes dans le respect de leurs diversités et de la loi commune.

Globalement, donc, les représentants de la gauche sont ressentis comme faisant

partie eux aussi d'une «*élite*» à l'abri de l'insécurité économique, sociale et physique. Qui prêche le vivre ensemble tout en se trouvant à l'abri tant des frictions et des précarités des quartiers populaires que de la concurrence sur le marché de l'emploi, ignorant le vécu du commun des mortels.

En attendant, qui ramasse la mise de ces rendez-vous manqués? Le populisme, cette mixture diabolique entre ultralibéralisme, paternalisme, pensée régressive et nationalisme abusif. Et qui paie la note du populisme? Le milieu populaire. Les (p)artisans de la dérégulation, eux, peuvent se frotter les mains. Les profiteurs de la division, ce sont eux, et eux seuls.

Il faudra beaucoup d'humilité, d'actes collant aux paroles, d'écoute et de soutien au quotidien – ce qui est notamment la force et la signature des bons élus communaux – pour remonter la pente et redonner une chance à un humanisme renouvelé, car volontariste, crédible et populaire.

Et mettre du coup en avant la nécessité de cadrer la mondialisation à la bonne échelle, qui est celle du globe ou du moins d'ensembles supranationaux.

*René Longet avait développé les thèmes de cet article dans un [exposé](#) présenté en mars 2018 au Groupe 60+ du PS vaudois.*

# Gouvernance de l'aéroport de Cointrin: recherche pilote(s) désespérément

Infrastructure internationale et pouvoir politique local

Michel Rey - 06 février 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34502>

En novembre 2018, le Conseil fédéral a adopté le [plan sectoriel](#) de l'infrastructure aéronautique (Psia) pour l'aéroport de Genève. Elaboré de manière concertée avec le canton et la direction de l'aéroport, ce plan fixe le cadre général pour l'exploitation et le développement de l'infrastructure à l'horizon 2030. Il fixe aussi un objectif de réduction de l'exposition au bruit.

Une [initiative populaire cantonale](#) déposée en décembre 2016 par une association de riverains préconise un «*pilotage démocratique*» de l'aéroport pour maîtriser son développement en prenant en compte autant les préoccupations de la population que les besoins économiques et l'environnement. Elle devrait être soumise au peuple d'ici la fin de cette année.

Ces deux actes illustrent bien les conflits d'intérêts lorsqu'il s'agit de décider de l'avenir des infrastructures aéronautiques d'importance internationale dans notre pays. Explications.

Le trafic aérien a explosé en Suisse. Et cette tendance se poursuivra à l'avenir. Avec plus de 17 millions de passagers et

191'000 mouvements en 2017, l'aéroport de Genève devrait accueillir, en 2030, 25 millions de passagers pour 236'000 mouvements. Soit 650 vols par jour, un atterrissage ou un décollage toutes les 90 secondes.

Pour répondre à cette demande, Cointrin ne peut s'étendre. Il doit optimiser l'exploitation et le développement de son infrastructure actuelle. Le Psia définit de manière contraignante les modalités d'exploitation, le périmètre, l'équipement, l'exposition au bruit et les aires de protection de la nature et du paysage. Pour réduire le bruit, le plan préconise un renouvellement progressif de la flotte, comprenant des avions moins bruyants, ainsi que des mesures pour réduire les retards, surtout en soirée.

L'association des riverains ([Carpe](#)) a fait valoir son point de vue dans le cadre de la procédure d'élaboration du Psia. Jugeant insuffisante la prise en compte de ses intérêts, elle cherche à les défendre avec son initiative cantonale.

## Des effets négatifs concentrés, des effets

## positifs dispersés

Les aéroports font partie des infrastructures dont les effets négatifs sont géographiquement concentrés sur quelques acteurs (les riverains) et dont les effets positifs bénéficient à de nombreux acteurs. Personne ne conteste l'importance de l'aéroport en termes d'emplois, d'activité économique et de rayonnement de la Genève internationale. Il génère d'importantes ressources financières grâce aux taxes d'aéroport, de parking et d'activités commerciales. C'est l'aéroport de desserte pour une grande partie de la population romande, mais aussi française.

Côté négatif, le bruit et la pollution de l'air. Sans oublier l'impact sur le prix des habitations et des terrains situés à proximité. Les habitants vivant à proximité de l'aéroport se mobilisent plus facilement et plus rapidement pour défendre leurs intérêts. Leur mobilisation se justifie d'autant plus que le processus de décision se révèle tout à la fois complexe et peu transparent.

Si le Psia est adopté par le Conseil fédéral, son application incombe au canton et à la direction de l'aéroport. Le Conseil d'Etat a proposé de

refuser l'initiative, argumentant que le Conseil d'administration de l'aéroport comprend des représentants de tous les intérêts en présence. Le [Grand Conseil](#) a pris la décision de principe de lui opposer un contreprojet, sur lequel il se déterminera d'ici début mars.

### **Développement et protection de l'environnement: des intérêts incompatibles?**

Toutes les parties veulent concilier intérêts économiques de l'aéroport et protection des habitants et de l'environnement. Mais est-ce aussi facilement compatible?

L'aéroport est en concurrence pour accroître ses parts de marché. Et l'on sait que la proportion de vols à bas prix y est considérable, alors même qu'une part importante de ces déplacements pourrait se faire en train. Autant dire que les soucis de rentabilité des compagnies aériennes et des activités commerciales de l'aéroport risquent de l'emporter au détriment de la

tranquillité des riverains.

On peut comprendre les inquiétudes de ces derniers. Quelles garanties peuvent-ils obtenir concernant la mise en service d'avions moins bruyants et le respect des horaires de fin de soirée? Aucune si ce n'est la bonne volonté de la direction de Cointrin. Par contre le respect des normes en matière de pollution de l'air relève de la compétence cantonale et non de la Confédération. Et le Psia annonce un système de *monitoring* visant à assurer le suivi du bruit.

Les riverains restent [méfiants](#) à l'égard du Psia. Ils ne manquent pas de dénoncer les effets du bruit et de la pollution sur le climat, sur la santé de la population, sur la concentration des enfants à l'école, sur la valeur des biens immobiliers, sans oublier les pertes fiscales liées aux avantages consentis à l'aéroport. Les [coûts négatifs](#) de l'aéroport sont estimés à plus d'un milliard de francs par année.

Des intérêts peu conciliables? On peut le craindre. Mais aussi

des acteurs condamnés à trouver des compromis. Quel que soit le système de gouvernance mis en place, la qualité de la concertation entre tous les acteurs et une définition claire des compétences de décision constituent les facteurs décisifs d'une bonne gestion d'un aéroport.

L'initiative garantira-t-elle cette gouvernance de qualité? Elle parle d'un pilotage démocratique de l'aéroport avec un statut inscrit dans la Constitution cantonale. Le rôle central resterait dévolu au canton, comme actuellement. Mais les compétences largement dans les mains du Conseil d'Etat et du département en charge de l'aéroport devraient être encadrées par un suivi plus important du Grand Conseil. Un progrès démocratique avec la certitude de mieux prendre en compte tous les intérêts concernés?

Reste que le Psia exige de Cointrin qu'il réponde à la demande. C'est donc bien cette dernière qui reste le véritable pilote de l'aéroport.

## **Vaud agit contre le sexisme dans l'espace public**

La publicité commerciale n'a pas que des effets positifs ou bénins

---

Ada Amsellem - 10 février 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34530>

Après une campagne de sensibilisation imaginant [un](#)

[musée du harcèlement de rue](#) en ville de Lausanne, une

commission parlementaire vient d'[annoncer son soutien](#)

aux mesures proposées par le Conseil d'Etat vaudois à propos des affiches sexistes. Ce projet de loi donne aux communes la possibilité d'interdire la publicité sexiste, au même titre que celle pour l'alcool et le tabac. Le canton de Vaud s'inspire de l'action [du canton de Bâle-Ville](#), le seul ayant déjà modifié sa loi en ce sens.

L'année 2018 aura vu la publication d'un certain nombre de recherches sur [l'effet de la publicité](#) sur les comportements humains.

Par exemple, un groupe de recherche belge s'est penché sur les effets physiologiques et cognitifs des images sexistes. L'étude montre que les publicités réifiant le corps nous incitent à [«tolérer le harcèlement»](#) en créant notamment une vision fragmentée du corps, qui n'est alors *«plus perçu comme une personne avec une identité, mais comme un objet»*. En réaction, l'Union des annonceurs belges a publié une charte d'éthique à l'intention des publicitaires. Elle préconise la consultation d'un groupe de personnes,

hétérogène en âge, sexe, origine et orientation sexuelle, avant de lancer une campagne publicitaire. Elle suggère encore que les publicités cessent d'utiliser des stéréotypes de genre.

En filigrane, cette charte indique surtout que l'appréhension du public sur ce qui est sexiste et ce qui ne l'est pas a changé. Aujourd'hui, ce n'est plus seulement une attitude suggérant l'érotisme ou clairement sexualisée qui est mise en cause, mais aussi la diffusion et le renforcement de stéréotypes, tout autant que l'utilisation du corps féminin pour attirer l'œil sur un produit. Il paraît loin le temps où des élus déploraient de telles restrictions, car [«la sensualité et le glamour font partie de notre société»](#).

Ce positionnement politique sur le contenu des affiches et la régulation des images sur le domaine public est bienvenu, à l'heure où des [voix de la société civile](#) s'activent pour porter ce débat. Jacqueline de Quattro, cheffe du département du territoire et de

l'environnement du canton de Vaud et porte-parole de la proposition, se dit même encline à élargir cette régulation aux publicités [adressées aux enfants](#). En affirmant que les [«affiches s'imposent à nous et leurs messages ont un très fort impact sur la formation de nos préjugés»](#), la conseillère d'Etat ébranle la croyance populaire qui veut que chacun soit libre de céder à l'influence de la publicité.

Par ailleurs, des autorités suisses toujours plus nombreuses affichent leur scepticisme à l'égard des affiches, à l'instar de la commune du Mont-sur-Lausanne, qui a récemment décidé [d'interdire formellement l'affichage commercial](#) sur son domaine public.

Dans cette atmosphère favorable aux changements de paradigmes, souhaitons que des études scientifiques se penchent à l'avenir sur le lien entre publicités et activités humaines les plus polluantes, des voitures aux avions et du surendettement à la surproduction de déchets.

## De l'eau dans les urnes

Zurich refuse toute privatisation de la distribution de l'eau et tout bénéfice dans la vente de cette ressource symbolique

---

Yvette Jaggi - 11 février 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34539>

Le Grand Conseil zurichois a voulu s'occuper de toutes les

eaux: celles des sources et des rives, celles des réseaux et des

robinets, celles des champs et des villes ([DP 2201](#)). Les

députés ont donc longuement débattu du projet de la nouvelle loi cantonale sur les eaux, présenté par le Conseil d'Etat le 28 janvier 2015, et fini par décider le 9 juillet dernier de soumettre leur propre «*monstre législatif*» au [référendum spontané](#).

La gauche et les Verts ont néanmoins récolté les signatures du référendum facultatif, escomptant de la votation de ce dimanche 10 février 2019 un effet positif pour les élections cantonales agendées pour le 24 mars prochain. Joli coup.

Autant dire que dans ces conditions le débat sur la nouvelle *Wassergesetz* aura été d'une [vivacité exceptionnelle](#). La gauche dénonce la mauvaise foi des partisans de la loi, tandis que la droite, UDC en tête, accuse les opposants de mentir délibérément.

### **Le prix de l'eau**

A ce niveau, le débat ne porte évidemment pas sur la revitalisation des rivières – inscrite dans la [loi fédérale](#) en vigueur depuis 2011 – ni sur la traditionnelle protection contre les inondations. Mais bel et bien sur les intérêts particuliers des propriétaires de terrains en bordure de lac, de sources, d'usines et de réseaux. Au bout du compte, c'est bien sûr du prix de l'eau potable qu'il s'agit dans l'esprit

des citoyens-consommateurs. On touche ici à un tabou avéré. Du coup, tout le monde s'entend sur l'interdiction de faire des bénéfices au stade ultime de la livraison aux ménages, assurée par des sociétés en mains publiques.

Mais en amont du robinet, les affaires sont les affaires. La solution proposée à Zurich prévoit un système de privatisation partielle de l'approvisionnement en eau qui a d'emblée suscité la méfiance: en cas de commercialisation de l'eau par une société anonyme de droit privé, les communes desservies doivent détenir au minimum 51% du capital-actions et au moins deux tiers des voix à l'assemblée générale. Autant de précautions sévères qui ont éveillé la suspicion à Zurich, alors que dans le [canton voisin de Zoug](#), la gauche alternative elle-même n'a rien trouvé à redire à la privatisation de la chaîne de distribution de l'eau.

D'autres dispositions font également problème, dans la mesure où leur mise en œuvre pourrait s'avérer minimaliste, notamment en matière de protection et de régime des eaux. Motif d'opposition sans doute primordial pour les partis écologistes.

### **Le poids des villes et des privilégiés**

Traditionnellement d'avis

opposés, les deux grands quotidiens zurichois y sont allés de leur recommandation plus ou moins formelle: le [Tages-Anzeiger](#) en reprenant les critiques à l'égard du projet sous le titre «*Les eaux méritent une meilleure loi*» et la [Neue Zürcher Zeitung](#) en déplorant d'avance l'échec devant le peuple, ouvertement attribué aux défections du côté de l'UDC – sous-entendu venues de la tendance historico-agraire.

Cette prévision ne s'est que partiellement vérifiée, dans la mesure où les régions rurales et urbaines ont donné pratiquement les mêmes taux de [rejet de la loi](#) sur les eaux, soit 54,36% et 54,33%. Les plus grandes villes ont dit non à de plus nettes majorités encore: 55,3% à Winterthur et 61,1% à Zurich, avec des pointes à 68% dans les arrondissements roses-rouges-verts de la métropole.

La cinquantaine de communes qui ont approuvé le projet se situent parmi les districts privilégiés des deux rives du lac (Horgen à l'ouest et Meilen en face, sur la côte d'or) ainsi que dans le district de Dietikon, à la frontière argovienne. Dans ces régions, on semblait tenté par la privatisation partielle rendue possible par le projet de loi désormais caduc. Il leur faudra continuer d'y renoncer. Pour très longtemps sans doute.

# Glencore, la Colombie, l'eau et l'Etat de droit

Les ressources en eau et en terres cultivables demeurent particulièrement mal réparties en Colombie

Charlotte Robert - 08 février 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34515>

L'eau est là: une conduite d'eau polluée et un camion qui amènent de l'eau potable chaque semaine. C'est ce qu'a obtenu de Glencore la communauté wayu qui vit en bordure de la mine de charbon de Cerrejon, dans le nord de la Colombie ([DP 2178](#)).

Des années de pression et de manifestations ont fini par payer. Mais pas pour tout le monde. Ceux qui se sont battus pour l'avoir ne reçoivent pas d'eau potable.

Ainsi la famille du petit David, que j'ai visitée, doit continuer à acheter l'eau qu'elle boit et qu'elle utilise pour cuisiner. Au reste, elle dispose d'une eau polluée par elle ne sait quel poison - du mercure peut-être. Le petit David, âgé de 5 ans, est toujours vivant, mais il ne guérit pas et n'a pas assez de souffle pour courir et jouer avec ses frères et sœurs.

L'an dernier, le candidat pro-Glencore a gagné les élections locales. Peu après, le gouvernement a donné six chèvres à 120 familles qui vivent le long de la mine. Le nouveau préfet qui a procédé à la distribution n'a rien attribué à la famille de David. Pour la raison que l'on devine: ils n'ont pas voté pour lui.

La famille pense sérieusement à quitter ses terres et à s'installer près de Valledupar,

métropole du département de La Guajira. En tant qu'activistes, ils se sentent de plus en plus isolés et refusent de se laisser acheter par Glencore.

Interrogée, l'ambassade de Suisse affirme que Glencore ne possède qu'un tiers du site minier de Cerrejon. La multinationale suisse ne peut donc être tenue que pour partiellement responsable. De son côté, la Banque mondiale évoque la disparition de l'Etat de droit dans les régions les plus pauvres de la Colombie: La Guajira, le Choco et le Nariño. Et la nécessité d'y remédier: *«L'Etat doit renforcer sa présence, et rapidement.»*

Ces régions, la plupart des Colombiens ne les connaissent pas voire les méprisent, sans doute parce qu'habitées par des Afro-colombiens ou des Indiens. C'est un reste de la colonisation. Depuis que je fréquente le pays, je fais à chaque fois le même test: je demande à mes interlocuteurs s'ils connaissent Nuqui, dans le département de Choco, la plus grande plage du Pacifique. En huit ans, le responsable de la communication de la Banque mondiale a été le premier à connaître Nuqui, que le site touristique [Colombie Découverte](#) présente comme *«un paradis pour les amoureux de la nature»*.

Mais la disparition de l'Etat de droit ne concerne pas seulement les régions pauvres. Depuis les élections présidentielles d'août dernier, les assassinats de leaders sociaux ont considérablement augmenté, passant de 106 en 2017 à 190 en 2018. Les victimes de ces crimes impunis sont, sans surprise, des syndicalistes, membres d'associations locales, défenseurs des victimes de la guerre, membres d'associations de protection de l'environnement, etc.

Utilisant une méthode de prévision du temps appartenant à la tradition hispanique, un éditorialiste d'*El Espectador* examine ce qui s'est passé les premiers jours de l'année pour prédire ce qui se passera pendant les mois restants. Son pronostic est désespérant: six assassinats en dix jours. Pire: les assassins et ceux qui les ont commandités ne sont jamais découverts ni inquiétés - *a fortiori* jamais arrêtés.

On a l'impression de marcher sur des œufs. Tout le monde est un peu inquiet et les gens assurent même que *«du temps des Farc, on savait au moins que, dans les zones qu'ils contrôlaient, des règles existaient et les gens qui y vivaient étaient tranquilles»*, Mettre en prison l'ELN, l'autre guérilla qui n'a pas déposé les

armes, n'est que diversion qui permettra au gouvernement de ne rien faire.

Or les raisons de la guerre demeurent présentes. L'accumulation de la terre dans les mains des grands propriétaires fonciers. Selon le

Programme des Nations unies pour le développement, 1,1% des propriétaires possède plus de la moitié des terres.

Sur les 21.5 millions d'hectares cultivables, seulement 4.1 millions sont exploités, ce qui

fait de la Colombie le pays qui produit le moins de nourriture de tout le continent sud-américain. Avec l'actuel gouvernement et l'assemblée nationale nouvellement élue, il n'y a aucune chance qu'une réforme agraire puisse se réaliser.

## Expresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

### Ces honnêtes contribuables suisses

«*Les contribuables sont honnêtes et déclarent leurs revenus et leur fortune*» déclarait le conseiller fédéral [Maurer](#) pour justifier le maintien du secret bancaire pour les résidents helvétiques.

A l'occasion de l'entrée en vigueur de l'échange automatique d'informations avec les fiscs étrangers, les contribuables suisses ont pu dénoncer leur «*oubli*» sans risquer de payer une amende. En 2018, près de 40'000 d'entre eux ont annoncé une fortune non déclarée qui avoisine les 10 milliards de francs. Depuis 2010, entre 100'000 et 150'000 personnes ont admis avoir caché au fisc une fortune totale de 40 à 50 milliards ([NZZ](#)). | *Jean-Daniel Delley - 09.02.2019*

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

## Index des liens

### Comment s'est rompu le lien entre la gauche et le milieu populaire

<https://www.domainepublic.ch/articles/34478>

<https://www.domainepublic.ch/wp-content/uploads/RLonget-PSV-60Yverdon-13.3.18..pdf>

## **Gouvernance de l'aéroport de Cointrin: cherche pilote(s) désespérément**

<https://www.bazl.admin.ch/bazl/fr/home/medias/communiqu%C3%A9s-de-presse.msg-id-72904.html>

<https://carpe.ch/initiative-populaire-2/>

<https://carpe.ch/>

<https://www.ge.ch/legislation/initiatives/main.html>

<https://lecourrier.ch/2017/11/29/il-nexiste-pas-encore-davion-long-courrier-qui-ne-soit-pas-tres-bruyant-2/>

<http://noe21.org/le-cout-societal-du-traffic-aerien-a-geneve/>

## **Vaud agit contre le sexisme dans l'espace public**

<https://www.mdhr.ch/>

<https://www.vd.ch/toutes-les-actualites/communiqués-de-presse/detail/communiqué/la-commission-parlementaire-plebiscite-de-maniere-unanime-linterdiction-des-publicites-sexistes-154/>

<https://www.letemps.ch/suisse/publicite-sexiste-bientot-bannie-lespace-public-vaudois>

<https://www.franceinter.fr/emissions/la-une-de-la-science/la-une-de-la-science-05-fevrier-2018>

[https://www.rtb.be/info/societe/detail\\_comment-les-images-de-corps-sexualises-nous-font-tolerer-le-harcelement](https://www.rtb.be/info/societe/detail_comment-les-images-de-corps-sexualises-nous-font-tolerer-le-harcelement)

<https://www.24heures.ch/suisse/bientot-loi-interdire-affiches-sexistes/story/19076147>

<https://www.rts.ch/info/regions/geneve/10012323-la-justice-genevoise-prend-position-en-faveur-de-l-initiative-zero-pub-.html>

<https://www.tdg.ch/suisse/suisse-romandeconseil-etat-veut-interdire-pubs-sexistes/story/13162281>

<https://www.tdg.ch/suisse/canton-vaud-veut-interdire-publicite-sexiste/story/27693316>

<https://lecourrier.ch/2019/01/28/le-mont-sur-lausanne-renonce-a-la-pub/>

## **De l'eau dans les urnes**

<https://www.domainepublic.ch/articles/33035>

<https://www.tagesanzeiger.ch/zuerich/region/das-volk-hat-beim-wasser-das-letzte-wort/story/30450277>

<https://www.tagesanzeiger.ch/zuerich/region/der-sturm-ums-zuercher-wassergesetz/story/26827691>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19910022/index.html#a38a>

<https://www.nzz.ch/zuerich/in-zug-stoeren-sich-nicht-mal-die-alternativen-am-privaten-trinkwasser-ld.1360178>

<https://www.tagesanzeiger.ch/zuerich/region/das-wasser-verdient-ein-besseres-gesetz/story/16647802>

<https://www.nzz.ch/zuerich/wassergesetz-abstimmung-nein-auch-wegen-svp-waehlern-moeglich-ld.1453835>

[https://wahlen-abstimmungen.zh.ch/internet/justiz\\_inneres/wahlen-abstimmungen/de/abstimmungen/10\\_02\\_2019/hochrechnung-resultate.html](https://wahlen-abstimmungen.zh.ch/internet/justiz_inneres/wahlen-abstimmungen/de/abstimmungen/10_02_2019/hochrechnung-resultate.html)

## **Glencore, la Colombie, l'eau et l'Etat de droit**

<https://www.domainepublic.ch/articles/32129>

<https://colombie-decouverte.com/nuqui-paradis-nature/>

## **Espresso**

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=42011#votum5>

<https://www.nzz.ch/schweiz/zehntausende-steuerhinterzieher-zeigen-sich-selber-an-ld.1457853>